



Rapport annuel 2025

Coopérative suisse des artistes interprètes



Chères et chers membres, Chères et chers collègues,

L'année 2025 a été placée sous le signe du changement et de la redéfinition du positionnement de la coopérative. À l'été 2026, notre directeur de longue date et esprit visionnaire, Bruno Marty, quittera ses fonctions au sein de notre équipe. Fidèle à son engagement, il a préparé cette transition avec le soin et la rigueur qui ont toujours caractérisé son travail. Heureusement, ce changement ne s'inscrit pas dans une rupture brutale : Bruno souhaite simplement, à ce stade de sa vie, se consacrer à de nouveaux horizons. Nous ne pouvons que nous en réjouir pour lui.

Bruno a été élu au comité en 1999, puis engagé au sein de la coopérative dès 2004, dont il assure la direction depuis 2012. Nous avons de la chance de l'avoir. Sans lui, la Coopérative suisse des artistes interprètes ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Le secteur culturel a besoin de personnes comme lui : des personnalités qui ne cherchent pas à se mettre en avant, mais qui défendent avec beaucoup de conviction et de détermination les intérêts des artistes interprètes, tout en s'attachant à comprendre et structurer les fondements techniques de leurs droits et de leurs accords, et à veiller à la solidité du système qui les soutient.

Le temps dont nous disposons a été mis à profit pour mener une réflexion approfondie sur notre positionnement. Notre coopérative occupe une place singulière dans le paysage culturel suisse : nous ne sommes ni une association professionnelle de terrain en contact étroit avec nos membres, ni une société de gestion, ni une faîtière. Qui sommes-nous réellement ? Et surtout : que voulons-nous être à l'avenir ? C'est à ces questions fondamentales que nous nous sommes consacrés en 2025. Les réponses obtenues ont ensuite guidé notre réflexion sur l'organisation future de la direction.

Les réponses sont désormais claires : nos piliers restent la défense des droits des interprètes et notre engagement en politique culturelle. Nous continuerons – et renforcerons encore – notre action en faveur des droits des artistes interprètes de toutes disciplines, que ce soit au sein de Swissperform, dans le dialogue avec les autorités politiques, au sein des réseaux culturels ou encore vis-à-vis des partenaires contractuels tels que les médias, les plateformes et les scènes. Sur le plan de la politique culturelle, nous entendons assumer des responsabilités au sein de notre réseau, notamment là où les associations professionnelles manquent de ressources.



Forts de cette vision clarifiée et renouvelée, nous ouvrons un nouveau chapitre dans notre histoire, désormais sous la forme d'une codirection :

Sophie Reding nous a rejoints en 2022 et est aujourd'hui cheffe de projet pour la politique et la communication. Elle a su construire un réseau solide et rôdé, ce qui l'a notamment conduite à être élue vice-présidente de notre faîtière Suisseculture en 2025 ; un exemple concret du type de responsabilités que nous voulons et pouvons assumer. Sophie est elle aussi une véritable chance pour notre coopérative ; depuis son plus jeune âge, elle s'engage avec énergie, maîtrise et passion dans le soutien et la mise en œuvre de projets culturels dans diverses disciplines. Nous nous réjouissons qu'elle poursuive son engagement à nos côtés en assumant davantage de responsabilités.

Sandra Künzi rejoindra notre équipe au 1er mai en tant que codirectrice. Nous sommes extrêmement heureux d'avoir pu attirer une personnalité aussi expérimentée que polyvalente. Autrice et performeuse, Sandra connaît de l'intérieur la réalité professionnelle de nos membres. Avocate de formation, elle a travaillé pendant de nombreuses années dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, où elle a également plaidé. Enfin, en tant qu'ancienne présidente de t. Professions du spectacle Suisse et co-initiatrice de la Taskforce Culture, elle maîtrise parfaitement le fonctionnement et les enjeux associatifs et de politique culturelle.

Avec cette nouvelle équipe de direction, soutenue par des collaboratrices et collaborateurs expérimentés et appréciés, nous abordons sereinement cette transition à venir. En tant que coopérative, notre mission est claire : nous engager, prendre position et faire front ensemble, au nom de nos membres, qui forment une communauté aux multiples visages, et de l'ensemble des artistes interprètes.

Et après le dernier jour de travail de Bruno, notre nouvel immeuble à la Zeughausstrasse sera bientôt prêt à être occupé : l'avenir est en marche et nous sommes prêts à l'accueillir.

Nous vous remercions pour votre confiance, passée et à venir.

Christoph Trummer

«Nous continuerons – et renforcerons encore – notre action en faveur des droits des artistes interprètes de toutes disciplines, que ce soit au sein de Swissperform, dans le dialogue avec les autorités politiques, au sein des réseaux culturels ou encore vis-à-vis des partenaires contractuels tels que les médias, les plateformes et les scènes.»

Rapport annuel 2025 | Activités

Assemblée générale

Notre assemblée générale ordinaire s'est tenue le 12 juin 2025. À cette occasion, le rapport annuel et les comptes 2024 ont été approuvés et décharge a été donnée aux organes de la coopérative. Nous avons présenté nos domaines d'activité, nos priorités ainsi que les comptes annuels, répondu aux questions spécifiques des membres et recueilli leurs suggestions.

Comité

Notre comité s'est réuni à quatre reprises en séances ordinaires afin d'examiner la marche générale des affaires et de prendre les décisions nécessaires. Il a en outre tenu une retraite de deux jours, consacrée à la préparation de la transition de la direction, à l'élaboration d'une nouvelle stratégie et au lancement d'une analyse structurelle.

La stratégie 2026–2029 se concentre sur trois axes principaux : la défense des intérêts, la rémunération et la gestion des droits, ainsi que le positionnement dans le réseau de politique culturelle. L'objectif est de renforcer durablement la place des artistes interprètes dans le paysage culturel suisse.

Dans le domaine du lobbying et de la représentation des intérêts, nous poursuivons le développement de notre réseau en matière de politique culturelle et affirmons notre rôle de voix reconnue des artistes interprètes. La collaboration avec les associations est renforcée et, au sein de Suisseculture, nous faisons résolument valoir le point de vue des interprètes. Dans ce cadre, nous nous engageons pour une rémunération équitable et ce pour toutes les formes d'utilisation.

Dans le domaine de la répartition, de la rémunération et de la gestion des droits, nous participons activement aux processus décisionnels de Swissperform et faisons valoir les intérêts des artistes interprètes dans l'évolution des systèmes de rémunération et de répartition. Nous nous engageons pour une répartition des revenus transparente, équitable et adaptée aux évolutions technologiques, tout en explorant de nouveaux modèles de licences et de sources de revenus, notamment dans l'environnement numérique.

Un autre axe important concerne notre positionnement clair au sein du réseau associatif de politique culturelle. Nous nous affirmons comme un partenaire de coordination orienté vers des solutions, renforçons la visibilité des artistes interprètes dans toutes les disciplines et veillons à l'ancrage structurel de leurs intérêts. Par ailleurs, nous travaillons à la consolidation systémique des connaissances, à la clarification des structures et au développement des compétences numériques, afin de garantir la capacité d'action à long terme de la coopérative.

Conseil de direction / commission de construction / commission de recrutement

Les tâches principales du conseil de direction consistent à préparer les séances du comité, à analyser de manière approfondie les évolutions en matière de droit d'auteur et de droits voisins, à observer les développements en politique culturelle et médiatique, ainsi qu'à traiter toutes les autres questions relevant de l'orientation stratégique de la coopérative.

Une commission de construction a été mise en place afin d'accompagner le projet immobilier à la Zeughausstrasse 7. Celle-ci a suivi les travaux de planification et de financement et a élaboré les bases décisionnelles à l'attention du comité.

Une commission de recrutement a également été constituée afin de préparer le changement de la direction en 2026. Elle a organisé la mise au concours du poste, coordonné le processus de candidature, conduit les entretiens et soumis une proposition au comité pour la nomination de la nouvelle direction.

Secrétariat

Aucun changement de personnel ni de structure n'est intervenu au sein du secrétariat. Un total de 400% de postes (antenne romande incluse) est réparti entre six collaboratrices et collaborateurs. Bruno Marty continue de présider le groupe d'experts « Interprètes phonographiques » chez Swissperform, activité intégrée à son taux d'occupation en tant que directeur.

Antenne Romande

Notre antenne de Lausanne représente à la fois la Coopérative suisse des artistes interprètes et Swissperform en Suisse romande. Elle offre principalement des prestations de conseil aux artistes francophones et constitue, en outre, le premier point de contact pour les échanges d'informations entre producteur·trices, utilisateur·trices et Swissperform.

Répartition sur mandat de Swissperform

Depuis plusieurs années, nous assurons certains domaines de la répartition des droits voisins en faveur des artistes interprètes. La responsabilité de la mise en œuvre et des décisions incombe au comité de répartition. La répartition est effectuée conformément aux dispositions du règlement de répartition de Swissperform. Les domaines de répartition que nous prenons en charge sont :

- Phono-F musique sur vidéogrammes
- Phono phonogrammes non commercialisés et prestations en direct
- Audiovisuel autres exécutions audiovisuelles

Au cours de l'exercice sous revue, nous avons procédé à la répartition principale 2024, à la répartition complémentaire 2023 ainsi qu'à la répartition finale 2019. La répartition principale 2024 a permis de distribuer CHF 1'937'778.60 à 2'650 personnes. Dans le cadre de la répartition complémentaire 2023, un montant de CHF 263'556.70 a été distribué à 1'086 personnes et la répartition finale 2019 a permis de distribuer CHF 515'992.65 à 1'211 personnes. À partir de l'année d'utilisation 2024, les vidéoclips sont désormais pris en compte dans le domaine de répartition « musique sur vidéogrammes ». Le montant total réparti s'élève à CHF 19'452.55, dont 70% ont été distribués et 30% affectés à des provisions pour répartitions complémentaires. Les décomptes ont été envoyés aux ayants droit en décembre 2025 et les paiements correspondants effectués.

L'intégration des artistes interprètes du secteur audiovisuel dans la base de données internationale VRDB a continué de progresser. En s'appuyant sur la base de données « Filmographie », déjà exploitée via notre système, des outils spécifiques ont été développés et les interfaces étendues. Les premières rémunérations pour les offres de vidéo à la demande ont été versées. Sur mandat de Swissperform, nous développons ce système de répartition sur notre base de données existante. La facturation et les paiements ont été effectués via le nouveau portail en ligne de Swissperform. Dans ce contexte, l'introduction d'un nouveau logiciel de répartition par Swissperform a nécessité des adaptations de notre base de données, notamment en ce qui concerne les données des membres et la gestion des droits.

Les frais de répartition (salaires, jetons de présence, loyers, systèmes informatiques, frais postaux, téléphonie, etc.) sont imputés aux montants répartis. Pour ce secteur, nous tenons une comptabilité distincte et établissons un rapport de gestion séparé.

Conseils sur mandat de Swissperform

En 2025 également, nous avons pu proposer un service de conseil dans le domaine de la « Recorded Performance », accessible à toutes et tous les artistes interprètes, indépendamment d'une affiliation à notre coopérative ou à Swissperform. De nombreux artistes ont été conseillés par téléphone, e-mail ou

lors d'entretiens en présentiel, le secrétariat de Zurich étant responsable de la Suisse alémanique et l'Antenne romande pour la Suisse romande. Les demandes en provenance du Tessin pouvaient être traitées par l'un ou l'autre de ces deux bureaux.

Les conseils ont porté sur divers thèmes, notamment le droit d'auteur et les droits voisins (droits exclusifs, droits à rémunération, déclarations, décomptes, etc.), la distinction entre les différentes sociétés de gestion, le contenu des contrats d'adhésion et de gestion de droits, les utilisations et rémunérations sur les plateformes en ligne, les accords de réciprocité, ainsi que des questions contractuelles (engagements, enregistrements, coproductions, édition, licences, etc.).

Pour ces prestations de conseil, des contrats de prestations existent en outre avec plusieurs associations professionnelles : t. Professions du spectacle Suisse, Sonart, ScèneSuisse et l'USDAM. Un contrat de prestations a également été conclu avec l'Association professionnelle des speakerines et speakers (VPS-ASP).

Gestion des droits

Captations de concerts d'orchestres : l'autorisation d'utiliser des enregistrements de concerts d'orchestres est restée l'un de nos domaines d'activité. Des contrats individuels ont été conclus pour les enregistrements et leurs utilisations, et les conventions-cadres existantes ont été gérées sur le plan administratif.

Contrat SSR – Audion – interprètes : Ce contrat régit des utilisations spécifiques de musique en ligne par la SRG SSR, telles que le podcasting, le simulcasting, le streaming à la demande d'émissions, ainsi que les utilisations musicales dans ses offres numériques. Une prolongation du contrat a été négociée jusqu'à fin 2025, puis il a été modifié pour 2026, avec une légère augmentation du montant contractuel. Le produit de ce contrat est versé à Swissperform, qui intègre ensuite ces montants dans la répartition en faveur des artistes interprètes.

Intelligence artificielle – Motion Gössi

La conseillère aux États Petra Gössi a déposé fin 2024 une motion importante pour les artistes interprètes intitulée « Pour une meilleure protection de la propriété intellectuelle contre les abus liés à l'intelligence artificielle ». En février 2025, le Conseil fédéral en a recommandé l'adoption, et en décembre, le Parlement a approuvé la motion, avec quelques modifications de formulation. Cette décision ouvre la voie à une révision du droit d'auteur, actuellement en préparation à l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle IPI. Une procédure de consultation est attendue pour fin 2026. Nous restons en contact étroit avec notre réseau et suivons en continu l'avancement de ces travaux.

Rapport annuel 2025 | Activités

Régulation des plateformes en ligne

Nous saluons la volonté du Conseil fédéral de réguler les plateformes en ligne et les moteurs de recherche. Nous prendrons position dans le cadre de la procédure de consultation prévue début 2026.

Mesures d'économie de la Confédération – Programme d'allègement budgétaire 2027

Dans le cadre des débats budgétaires de fin 2024, plusieurs mesures d'économie ont été proposées, touchant également le secteur culturel. Avec le programme d'allègement 2027, le Conseil fédéral prévoit des coupes budgétaires d'environ 2,5 milliards de francs en 2027 et de près de 3 milliards en 2028. Nous avons soutenu l'appel de la Taskforce Culture et de Suisseculture, qui identifiait 22 mesures affectant directement ou indirectement les artistes, les institutions et les organisations culturelles, contrairement à l'idée répandue dans les milieux politiques selon laquelle la culture ne serait pas concernée. Les débats parlementaires ont débuté lors de la session d'hiver 2025 au Conseil des États. Certaines mesures issues de ce paquet ont déjà été mises en œuvre, comme la modification de la loi sur les subventions. Le Conseil national examinera le dossier lors de la session de printemps 2026.

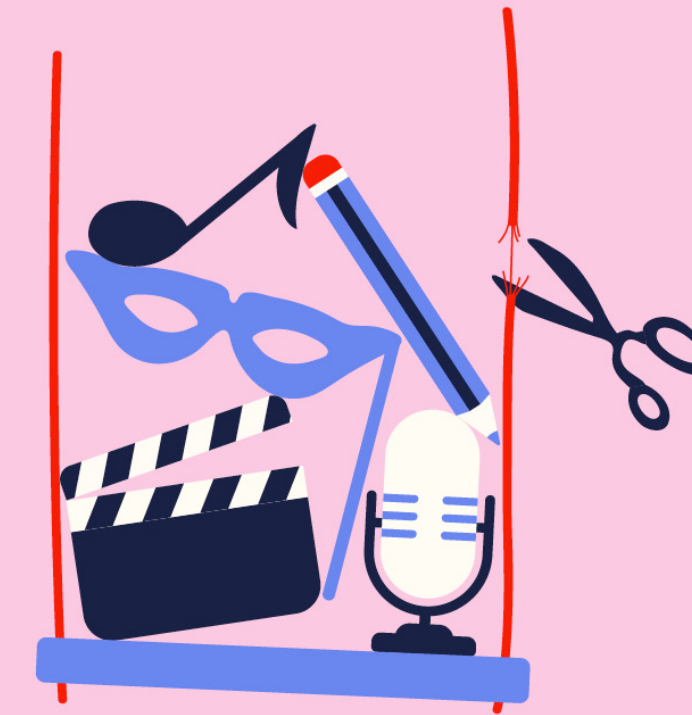
Nous avons également soutenu la pétition en faveur du maintien de Swissinfo et du mandat international de la SSR, déposée en décembre – également visé par les mesures d'économies susmentionnées.

Initiative « 200 francs, ça suffit ! » (Initiative SSR)

Cette initiative nous occupe depuis longtemps et nous avons maintenu un échange constant avec les associations culturelles. En juin, Suisseculture a organisé une première table ronde réunissant les différentes campagnes opposées à l'initiative, existantes et nouvelles. Parallèlement, le syndicat des médias SSM a lancé un appel au Conseil national, soutenu par notre coopérative ainsi que par plus de 110 autres organisations issues de nombreux secteurs de la société.

En septembre, le Parlement a examiné l'initiative et recommandé son rejet. Lorsque la date de votation du 8 mars 2026 a été fixée, les activités des campagnes se sont intensifiées et une coordination régulière a été mise en place. Nous avons choisi de ne pas mener de campagne propre, mais de soutenir financièrement des initiatives existantes, notamment celle de Suisseculture, à laquelle Sophie Reding a activement contribué, de la conception à la mise en œuvre. Aux côtés de l'Alliance pour la diversité des médias, du Conseil suisse de la musique, de Cinésuisse, d'Operation Libero et de la campagne principale, il a été possible de mobiliser les milieux culturels et le public.

Quand la culture perd, c'est tout le monde qui perd.



200 FRANCS ne SUFFISENT pas !
NON à l'initiative SSR

LA CULTURE DIT
NON

Couper la RTS en deux, c'est la détruire.



Wodie Musik spielt .ch



Unseren Filmen und Serien den Stecker ziehen?

Rapport annuel 2025 | Activités

Immobilier

Les travaux du nouveau bâtiment à la Zeughausstrasse 7 ont débuté en janvier 2025. Après la mise en place d'infrastructures provisoires, l'ancien bâtiment a été démoli – une opération extrêmement complexe en raison de l'accès limité à la cour intérieure. Durant l'été, les travaux ont été retardés en raison de dépendances avec des chantiers voisins. À partir de novembre, la structure en bois a été montée. L'achèvement est prévu pour juillet 2026.

En septembre 2025, un incendie s'est déclaré dans un local commercial à la Kasernenstrasse 15. Les dégâts ont été importants et la cause du sinistre n'a pas pu être déterminée avec certitude par les services compétents. Outre un nettoyage spécialisé de l'ensemble du bâtiment, les trois locaux commerciaux du rez-de-chaussée doivent être entièrement rénovés. Les questions d'assurance ont été clarifiées, la planification, accompagnée du dépôt de la demande de permis de construire, a été lancée sans délai et les travaux de transformation ont pu commencer. Les locaux commerciaux devraient, sauf imprévu, rouvrir en juin 2026.

Communication

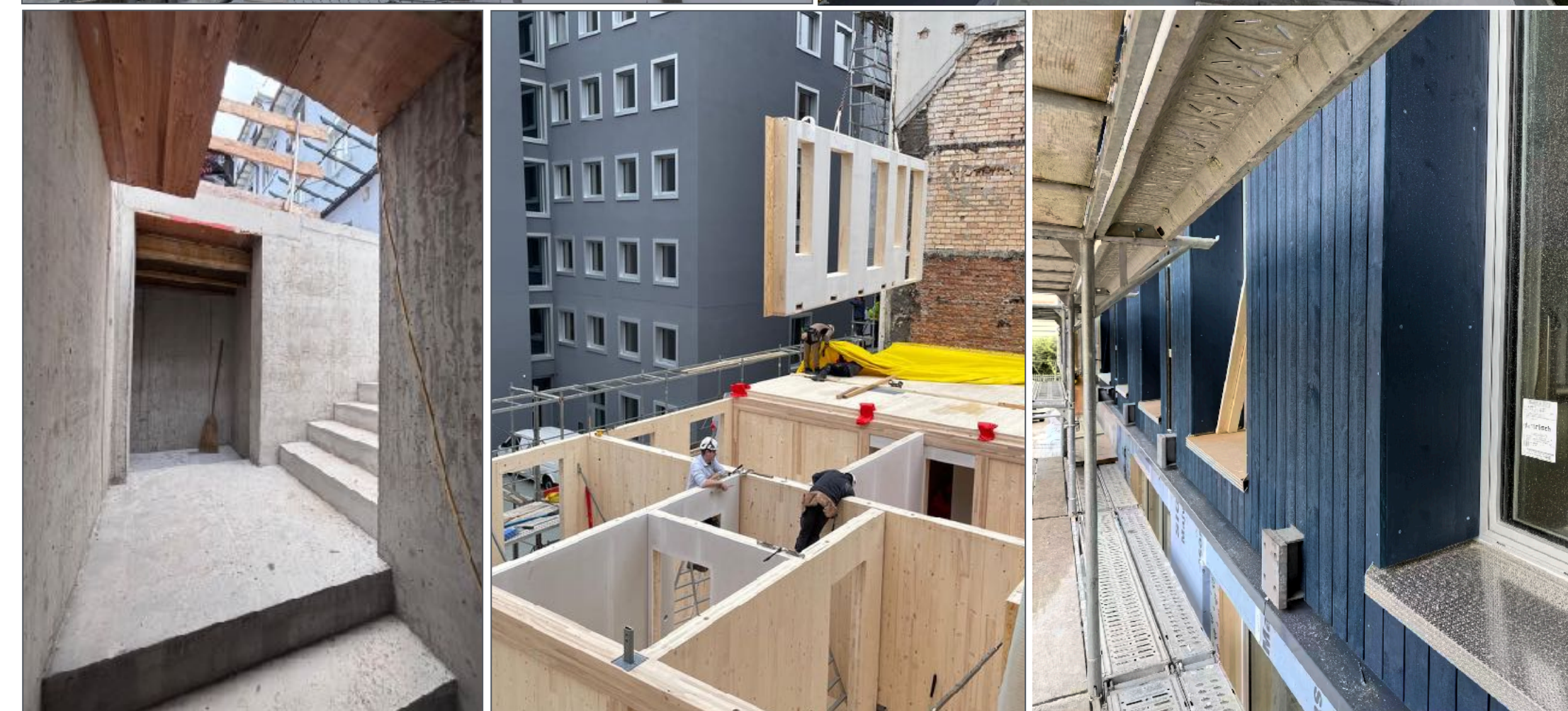
En 2025, notre présence sur LinkedIn ainsi que notre site internet ont été développés et régulièrement actualisés. Une mini-série de vidéos explicatives a été produite et diffusée ; elle complète désormais les FAQ et les informations disponibles sur notre site.

Presenter Swiss Music Awards

Cette année encore, nous nous sommes engagés en tant que partenaire (presenter) des Swiss Music Awards. Nous avons soutenu le prix « Best Solo Act National ». Nous adressons nos félicitations à NEMO pour l'obtention de ce prix. Par ailleurs, nous avons continué à soutenir le « Artist Award » de Sonart en tant que co-partenaire.

Fondation suisse des artistes interprètes (SIS)

Depuis plusieurs années, nous fournissons des prestations de services à la fondation. Celles-ci comprennent la mise à disposition de l'ensemble de l'infrastructure de bureau, l'organisation de la comptabilité financière et salariale, ainsi que des tâches administratives générales.



Rapport annuel 2025 | Réseau

Swissperform

Notre partenariat étroit avec Swissperform constitue un pilier important de notre travail. Sur mandat de Swissperform, nous nous chargeons des tâches de conseil et de certains domaines de la répartition de recettes provenant des droits voisins aux interprètes. Cette collaboration professionnelle est variée et éprouvée.

Suisseculture

La faîtière Suisseculture défend les intérêts des actrices et acteurs culturels sur le plan politique en Suisse. À la suite des réflexions structurelles et stratégiques menées les années précédentes, la violoncelliste genevoise et conseillère nationale Estelle Revaz a été élue présidente de Suisseculture en 2025. Elle occupe une position centrale dans le paysage politique et peut ainsi exercer une influence directe et anticiper les domaines dans lesquels Suisseculture doit intervenir. En août, le comité de Suisseculture a décidé de renforcer la direction et la présidence en nommant Sophie Reding au poste de vice-présidente. Elle représente les artistes interprètes au sein du comité et met également son expertise au service des groupes de travail « Médias » et « Structure ».

Conseil suisse de la musique (CSM)

En tant que membre du Conseil suisse de la musique, une organisation faîtière réunissant quelque 50 organisations actives dans le domaine de la musique, nous pouvons nous engager en faveur de l'amélioration des conditions-cadres dans la culture et la politique d'éducation dans le domaine de la musique.

Charte de la musique suisse

La Charte de la musique suisse est un accord conclu entre la SRG SSR et les associations de la scène musicale suisse. Elle sert de cadre pour le traitement de la musique suisse dans la programmation de la SRG SSR. Les objectifs de la charte sont de promouvoir l'image de la musique suisse, de développer une collaboration flexible et de renforcer la présence de musique suisse dans les programmes. David Johnson est responsable de la coordination et de la direction pour ce qui concerne l'industrie musicale.

Fondation Charles Apothéloz (CAST)

Les collaboratrices et collaborateurs de la SIG sont assurés auprès de la caisse de pensions CAST. Celle-ci propose des solutions de prévoyance professionnelle aux actrices et acteurs culturels. David Acklin (représentant employé) et Bruno Marty (représentant employeur) représentent la Coopérative dans son conseil de fondation.

Commission des charts

Le hit-parade officiel en Suisse, déterminé par l'institut allemand d'étude de marché GfK Entertainment AG pour le compte d'IFPI Suisse, est contrôlé par la commission des charts. Bruno Marty représente la Coopérative dans cette commission, laquelle veille à ce que le règlement du hit-parade soit utilisé correctement et adapté aux nouvelles évolutions du marché.

International

La SIG soutient activement la « International Federation of Musicians » (FIM) et la « International Federation of Actors » (FIA), lesquelles s'engagent pour les intérêts des artistes interprètes dans le monde entier. La Coopérative soutient par ailleurs l'Union Suisse des Artistes Musiciens SMV/USDAM avec un montant annuel servant à l'indemnisation des frais liés à la vice-présidence de la FIM. Ces relations sont importantes, afin de pouvoir bénéficier d'informations de première main sur les évolutions au niveau international.

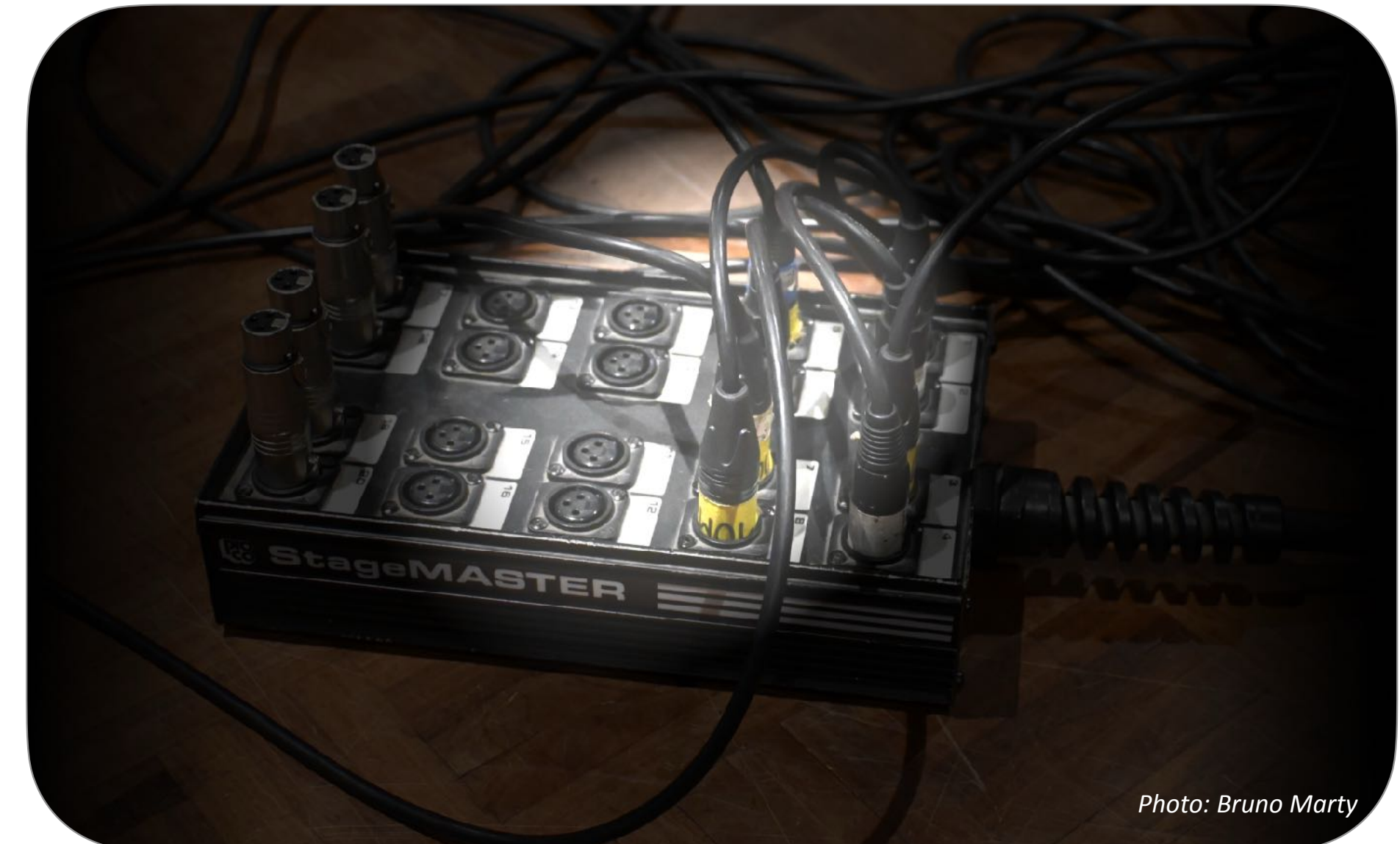


Photo: Bruno Marty

Rapport annuel 2025 | Coopérative

Membres

À la fin 2024, le nombre de membres s'élevait à 4'546 personnes.

Comité

Christoph Trummer (président)
René Baiker (vice-président)
Salva Leutenegger (vice-présidente)
Beat Santschi (vice-président)
Micha Amstad
Peter Aregger
Richard Blatter
Elisabeth Graf
Andreas Laake
Sophie Laville
Mirjam Sahli
Sebastian Schindler
Verena Schweizer
Corinne Soland
Peter Niklaus Steiner
Catherine Suter Gerhard

Conseil de direction

Christoph Trummer
René Baiker
Salva Leutenegger
Beat Santschi

Schweizerische Interpretengenossenschaft
Kasernenstrasse 15
CH-8004 Zürich
Tel. +41 43 322 10 60
info@interpreten.ch

Commission de répartition

Laura Quadri (présidente)
Vera Bommer
Laurent Girard
Anna Rossinelli
Michael Sauter
Annette Wunsch

Secrétariat Zürich

Bruno Marty, directeur
David Acklin, responsable de la répartition
Tanya Gavranic, répartition
Sara Pepe, comptabilité / administration
Sophie Reding, projets / communication

Antenne romande

David Johnson, conseil

Rédaction et conception

Bruno Marty, Sophie Reding

www.interpreten.ch

Coopérative suisse des artistes interprètes
Avenue du Grammont 11bis
CH-1007 Lausanne
Tél. +41 32 724 31 25
antenneromande@interpreten.ch



*Sophie Reding et Sandra Künzi
formeront la nouvelle co-direction à
compter du 1er mai 2026.*

Rapport annuel 2025 | Rapport de situation

Le rapport de situation complète le rapport annuel et les comptes en présentant l'évolution des activités et la situation économique de la coopérative à la fin de l'exercice. L'exercice 2025 se clôture sur une perte de CHF 379'191. Le comité adopte chaque année le budget de l'exercice suivant. Les écarts sont suivis en continu et des projections sont établies afin d'en assurer le contrôle.

Personnel

En 2025, un total d'environ 400% de postes a été couvert, répartis de manière variable entre six personnes.

Bruno Marty quittera la coopérative le 31 juillet 2026, à sa demande. Il a communiqué sa décision dès mi-2025, permettant au comité d'organiser sa succession. En janvier 2026, une nouvelle codirection a été nommée par le comité : Sandra Künzi et Sophie Reding assumeront conjointement cette fonction à compter du 1er mai. Le processus de transition et de transmission des connaissances est d'ores et déjà engagé et structuré.

Prestations

En plus de la représentation des intérêts des artistes interprètes en Suisse, la coopérative fournit différentes prestations encadrées par des contrats :

- Répartition sur mandat de Swissperform
- Conseils sur mandat de Swissperform
- Comptabilité de la Fondation suisse des artistes interprètes (SIS)

Activités de développement

Le système de base de données a été ponctuellement développé et optimisé. Swissperform utilise certaines parties de notre base de données pour la répartition ; ces modules ont eux aussi fait l'objet d'améliorations et d'optimisations.

Événements exceptionnels

En septembre, un incendie s'est déclaré dans un local commercial à la Kasernenstrasse 15. Le feu a été détecté par des locataires, qui ont alerté les pompiers. Heureusement, aucune personne n'a été blessée. En revanche, les trois locaux commerciaux du rez-de-chaussée ont été détruits et doivent faire l'objet d'un assainissement complet.

Perspectives

- En 2026, il s'agira d'asseoir la nouvelle codirection, tant à l'interne qu'à l'externe, et de concrétiser les mesures de mise en œuvre de la stratégie 2026–2029.
- Le développement des outils d'intelligence artificielle progresse à une vitesse fulgurante et a des répercussions importantes sur le monde du travail des artistes interprètes. Nous continuerons à y accorder une attention renforcée.
- Le nouveau bâtiment à la Zeughausstrasse 7 avance bien. Le gros œuvre est achevé et les travaux d'aménagement intérieur ont commencé. Nous prévoyons une mise en location à partir d'août 2026. Avec l'achèvement du bâtiment et sa mise en location, la valeur ainsi que les revenus issus des biens immobiliers augmenteront.
- Dans le cadre de ces travaux, nous anticiperons des travaux d'entretien plus importants (assainissement de la toiture plate et des balcons, remplacement des portes et des façades vitrées) à la Kasernenstrasse 23 (bâtiment voisin), les échafaudages étant déjà en place.
- Dans l'immeuble de bureaux de la Kasernenstrasse 23, plusieurs changements interviendront. La gestion locative sera réorganisée et des périodes de vacances temporaires ne sont pas exclues.
- À la Kasernenstrasse 15, nous profitons du sinistre (incendie) pour moderniser le rez-de-chaussée selon les standards actuels (« state of the art »). Deux surfaces commerciales seront réunies, des installations sanitaires seront créées, les équipements techniques renouvelés, et les vitrines ainsi que les entrées remplacées. L'assurance bâtiment ne couvre toutefois que la remise en état à l'identique. Les coûts supplémentaires pourront être en grande partie couverts par le fonds de rénovation existant (provision) en 2026.
- Le 8 mars 2026, le peuple s'est prononcé sur l'initiative « 200 francs, ça suffit ! ». Celle-ci a été rejetée par 62% des votants, ce dont nous nous réjouissons vivement. Des mesures d'économie devront néanmoins être mises en œuvre dans le service public, que nous suivrons avec attention.

Rapport annuel 2025 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

BILANZ	2025	2024
<i>Ziffer im Anhang</i>		
AKTIVEN		
1 Umlaufvermögen		
Flüssige Mittel	13'800'652	11'777'029
Wertschriften	516'731	889'380
Sonstige Forderungen	58'551	194'413
Aktive Rechnungsabgrenzung	189'660	38'853
Total Umlaufvermögen	14'565'595	12'899'675
2 Anlagevermögen		
Immobilien	7'742'632	8'168'954
Neubau/Umbau	2'461'804	0
Mobiliar	1'288	1'688
EDV	1'663	2'363
Total Anlagevermögen	10'207'387	8'173'005
Total Aktiven	24'772'982	21'072'680
PASSIVEN		
3 Kurzfristiges Fremdkapital		
Verbindlichkeiten aus Leistungen	63'397	53'242
Passive Rechnungsabgrenzung	1'522'069	150'734
Kurzfristige Rückstellungen	2'519'388	2'760'010
Total kurzfristiges Fremdkapital	4'104'854	2'963'986
4 Langfristiges Fremdkapital		
Langfristige Finanzverbindlichkeiten	9'550'000	6'800'000
Langfristige Rückstellungen	10'114'304	9'925'680
Total langfristiges Fremdkapital	19'664'304	16'725'680
Eigenkapital		
Gesetzlicher Reservefonds	131'376	131'376
Rücklagenkonto (Gewinnvortrag)	1'251'639	2'462'567
Ergebnis Geschäftsjahr	-379'191	-1'210'928
Total Eigenkapital	1'003'824	1'383'015
Total Passiven	24'772'982	21'072'680

ERFOLGSRECHNUNG	2025	2024
<i>Ziffer im Anhang</i>		
5 Bruttoertrag		
Erlös	6'214'732	5'249'326
Direkter Aufwand	-5'224'435	-4'575'368
Total Bruttoertrag	990'297	673'958
6 Betriebsaufwand		
Personalaufwand	-662'297	-656'240
Raumaufwand	-3'315	479
Unterhalt und Reparaturen	-9'130	-9'542
Verwaltungsaufwand	-180'971	-64'000
Beratungs- und Werbeaufwand	-150'819	-176'742
Abschreibungen	-168'984	-190'074
Total Betriebsaufwand	-1'175'516	-1'096'118
Betriebsergebnis	-185'219	-422'160
7 Finanzertrag / (Aufwand)		
Finanzertrag	158'361	213'245
Finanzaufwand	-133'562	-374'520
Total Finanzertrag / (Aufwand)	24'799	-161'275
8 Sonstiger Ertrag / (Aufwand)		
Liegenschaftenaufwand	-232'908	-240'043
Liegenschaftenertrag	544'093	631'801
Ausserordentlicher Aufwand	-628'889	-1'016'971
Ausserordentlicher Ertrag	100'683	0
Total sonstiger Ertrag / (Aufwand)	-217'022	-625'212
Ergebnis vor Steuern	-377'441	-1'208'647
Steuern	-1'750	-2'281
Betriebserfolg	-379'191	-1'210'928

Rapport annuel 2025 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

GELDFLUSSRECHNUNG	2025	2024		
Fonds flüssige Mittel 01.01.2025	11'777'029	11'428'405		
Geldfluss aus Betriebstätigkeit				
Gewinn/Verlust	-379'191	-1'210'928		
+/- Abschreibung/Zuschreibungen (erfolgswirksame Aufwertungen) des Anlagevermögens	168'984	1'207'045		
+/- Abnahme/Zunahme Bewertung Wertschriften zu Marktwert	-82'186	163'791		
+/- Zunahme/Abnahme von fondsunwirksamen Rückstellungen (inkl. latenter Ertragssteuer)	-51'998	373'118		
+/- Verlust/Gewinn aus Abgängen des Anlagevermögens	-39'988	-24'802		
+/- Abnahme/Zunahme der Forderungen aus L&L	0	0		
+/- Abnahme/Zunahme von übrigen Forderungen und aktiven Rechnungsabgrenzungen	-14'946	-12'382		
+/- Zunahme/Abnahme der Verbindlichkeiten aus L&L	10'155	14'790		
+/- Zunahme/Abnahme von übrigen kurzfristigen Verbindlichkeiten und passiven Rechnungsabgrenzungen	1'371'335	-65'992		
= Geldzu-/Geldabfluss aus Betriebstätigkeit (operativer Cash Flow)	982'166	444'638		
Geldfluss aus Investitionstätigkeit				
- Auszahlungen für Investitionen (Kauf) von Sachanlagen	-2'203'365	-258'438		
+ Einzahlungen aus Devestitionen (Verkauf) von Finanzanlagen (inkl. Darlehen, Beteiligungen, Wertschriften usw.)	494'822	162'424		
= Geldzu-/Geldabfluss aus Investitionstätigkeit	-1'708'543	-96'014		
Geldfluss aus Finanzierungstätigkeit				
+/- Aufnahme/Rückzahlungen von langfristigen Finanzverbindlichkeiten	2'750'000	0		
= Geldzu-/Geldabfluss aus Finanzierungstätigkeit	2'750'000	0		
Fonds flüssige Mittel 31.12.2025	13'800'652	11'777'029		
EIGENKAPITALNACHWEIS				
	Gesetzl. Reserve	Rücklagenkonto	Jahresergebnis	2024
Stand 1. Januar 2024	131'376	2'599'412	-136'845	2'593'943
Jahresergebnis 2023	-	-136'845	136'845	0
Jahresergebnis 2024	-	-	-1'210'928	-1'210'928
Stand 31. Dezember 2024	131'376	2'462'567	-1'210'928	1'383'015
				2025
Stand 1. Januar 2025	131'376	2'462'567	-1'210'928	1'383'015
Jahresergebnis 2024	-	-1'210'928	1'210'928	0
Jahresergebnis 2025	-	-	-379'191	-379'191
Stand 31. Dezember 2025	131'376	1'251'639	-379'191	1'003'824

Anhang zur Jahresrechnung

Allgemein

Geschäftstätigkeit und Organisation

Die Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG ist eine Genossenschaft im Sinne von Art. 828 ff. OR und wurde am 27. Mai 1953 in Zürich gegründet. Die Genossenschaft nimmt Leistungsschutzrechte ihrer Mitglieder und Auftraggeber gegenüber Nutzern und Dritten wahr, soweit diese nicht nach Bundesrecht durch eine konzessionierte Verwertungsgesellschaft wahrzunehmen sind. Sie bekämpft ungenehmigte Nutzungen der Darbietungen ihrer Mitglieder im In- und Ausland und arbeitet zu diesem Zweck mit anderen gleichgesinnten Organisationen im In- und Ausland zusammen. Die Genossenschaft kann im Auftrag der schweizerischen Verwertungsgesellschaften auch Aufgaben in den Bereichen der Dokumentation von Rechten, der Verteilung von Verwertungserlösen an die ausübenden Künstlerinnen und Künstler, sowie weiterer Dienstleistungen für Ausübende unabhängig von einer Mitgliedschaft bei der Genossenschaft übernehmen. Die Genossenschaft kann in Zusammenarbeit und in Absprache mit anderen Künstlerorganisationen gesamtschweizerische Interessen der ausübenden Künstlerinnen und Künstler wahrnehmen.

Die organisatorischen Grundlagen der Genossenschaft sind die Statuten und das Verwaltungsreglement (Stand 11.06.2014) sowie das Geschäftsführungsreglement (Stand 23.06.2016). Die Organe der Genossenschaft sind:

- 1) Generalversammlung
- 2) Vorstand
- 3) Verteilungsausschuss
- 4) Revisionsstelle

Die Organe mit Ausnahmen der Revisionsstelle werden jeweils für 2 Jahre gewählt. Die Revisionsstelle wird jährlich gewählt.

Jahresrechnung

Die Jahresrechnung wird auf der Basis von betriebswirtschaftlichen Werten unter Einhaltung der Vorschriften des Schweizerischen Obligationenrechts und übereinstimmend mit den gesamten Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER in Anwendung des Prinzips historischer Kosten erstellt. Eine Ausnahmen bilden Wertschriften im Umlaufvermögen, welche nach dem Marktwertprinzip (fair value) bewertet werden. Die vorliegende Jahresrechnung 2025 mit dem Vorjahresvergleich 2024 wird vollständig nach Swiss GAAP FER offengelegt. Es ergeben sich keine Bewertungsdifferenzen zwischen den obligationenrechtlichen Vorschriften entsprechenden Jahresrechnung und der Jahresrechnung nach Swiss GAAP FER.

Die Interpretengenossenschaft hat verschiedene Tätigkeitsbereiche und führt deshalb vier einzelne Buchhaltungsmandanten (Geschäftsbereich). Zum Schluss wird ein konsolidierter Gesamtabschluss erstellt. Die einzelnen Buchhaltungsmandanten sind:

- 1) Eigener Geschäftsbereich (KST 1)
- 2) Verteilung i.A. Swisssperform (KST 2)
- 3) Beratung i.A. Swisssperform (KST 3)
- 4) Anerkennung der Rechte (KST 4)

Rapport annuel 2025 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

Risikoanalyse

Der Vorstand setzt sich periodisch mit den Risiken der Genossenschaft und deren Beurteilung auseinander. Die Risikobeurteilung/IKS dient der Sicherstellung einer korrekten und transparenten finanziellen Berichterstattung, sowie der Dokumentation interner Abläufe und der Konformität mit gesetzlichen Vorgaben. Die Prüfung der Jahresrechnung wird durch eine ordentliche Revision vorgenommen. Zusätzlich erfolgt aufgrund Art. 727 ff. des Obligationenrechts (OR) die Prüfung durch die Revisionsstelle, ob ein internes Kontrollsystem (IKS) besteht und im Arbeitsalltag genutzt wird.

Transaktionen mit Nahestehenden

Mitglieder von Organen der Interpretengenossenschaft (Vorstand, Vorstandsausschuss, Verteilausschuss) können neben Sitzungsgeldern für ihre Tätigkeit in einem Gremium auch Entschädigungen aus Leistungsschutzrechten erhalten, sofern sie Mitglied von Swisssperform sind. Dabei basiert die Auszahlung von Leistungsschutzrechten (Verteilung i. A. Swisssperform) auf den Vorgaben des Verteilreglements Swisssperform. Den Gremiumsmitgliedern wird kein besonderer Vorteil eingeräumt.

Bewertungsgrundsätze

Flüssige Mittel

Die flüssigen Mittel sind zu Nominalwerten bilanziert und enthalten Kassenbestände, Post- und Bankguthaben sowie kurzfristige Festgeldanlagen.

Wertschriften

Unter dieser Position werden die leicht handelbaren Wertschriften, welche jederzeit veräussert werden können, ausgewiesen. Sie werden zu Marktwerten bilanziert.

Forderungen

Forderungen werden zum Nominalwert abzüglich betriebswirtschaftlich notwendiger Wertberichtigungen bilanziert. Konkrete Ausfallrisiken werden einzeln berücksichtigt. Nicht mehr einbringbare Forderungen werden als Verlust abgeschrieben.

Aktive und passive Rechnungsabgrenzung

Rechnungsabgrenzungen dienen der periodengerechten Erfassung von Aufwänden und Erträgen.

Sachanlagen

Die Bewertung der Mobilien (Büro- IT-Infrastruktur) erfolgt zu Anschaffungs- oder Herstellungskosten abzüglich der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen. Die Aktivierungsgrenze liegt bei CHF 1'000.00. Die Abschreibungen erfolgen degressiv.

Die Bewertung der Immobilien erfolgt aufgrund des Anschaffungswerts abzüglich Abschreibungen. Investitionen (Umbau oder werterhaltende Massnahmen) werden entsprechend zum Anschaffungswert dazu gerechnet. Die Abschreibungen erfolgen linear über die Nutzungsdauer und aufgrund der gesetzlichen Rahmenbedingungen. Die jährliche Abschreibungen beträgt 1.5% des Anschaffungswerts. Anlagen im Bau werden zu Anschaffungskosten bewertet; eine Abschreibung erfolgt erst ab dem Zeitpunkt der Nutzung.

Finanzanlagen

Die Finanzanlagen werden zu Anschaffungskosten unter Abzug allfälliger Wertbeeinträchtigungen bewertet. Sie beinhalten Wertschriften mit einer Laufzeit von mehr als 12 Monaten und langfristige Darlehen. Darlehen werden zu Nominalwerten unter Berücksichtigung von Bonitätsrisiken eingesetzt.

Verbindlichkeiten

Die Verbindlichkeiten werden zu Nominalwerten bewertet. Unter «Verbindlichkeiten aus Leistungen» sind Ansprüche aus Leistungsschutzrechten verbucht, welche zwar abgerechnet sind, aber aus verschiedenen Gründen noch nicht ausbezahlt werden konnten.

Langfristige Verbindlichkeiten

Bestehen aus Hypotheken oder Darlehen auf den Liegenschaften. Die Verbindlichkeiten werden zu Nominalwerten bewertet.

Rückstellungen (kurz- und langfristig)

Rückstellungen werden gebildet, wenn aus einem Ereignis in der Vergangenheit:

- eine wahrscheinliche Verpflichtung besteht
- der Abfluss von Ressourcen mit wirtschaftlichem Nutzen zum Erfüllen dieser Verpflichtung wahrscheinlich ist
- eine zuverlässige Schätzung der Höhe der Verpflichtung möglich ist.

Die Bewertung erfolgt nach einheitlichen betriebswirtschaftlichen Kriterien.

Im Bereich der Verteilung (KST 2) werden diejenigen Gelder unter kurzfristigen Rückstellungen geführt, welche in der nächsten Hauptverteilung oder der entsprechenden Nachverteilung in den nächsten 12 Monaten in die Verteilung und somit zur Auszahlung gelangen. Die übrigen Gelder, welche erst in den nächsten Jahren zur Verteilung kommen, werden als langfristige Rückstellungen geführt.

Eigenkapital

Gewinn oder Verlust aus dem Jahresabschluss werden im Eigenkapital ausgewiesen. Die entsprechenden Gewinn- oder Verlustvorträge aus dem Vorjahr werden ebenfalls über das Eigenkapital verrechnet.

Steuern

Die SIG ist steuerpflichtig.

Details nach Ziffern

1 Umlaufvermögen

Wertschriften	2025	2024
Wertschriften	590'550	1'016'434
Wertschwankungsreserven	-73'819	-127'054
Total	516'731	889'380

Die Interpretengenossenschaft besitzt seit Jahren verschiedene Wertschriften von Schweizer Firmen, die nach Marktwert per Ende Jahr bilanziert werden. Durch die effektive Bewertung der Aktien werden zur Sicherheit Wertschwankungsreserven von 12.5% des effektiven Wertes gebildet, um starke Bewegungen im Markt teilweise aufzufangen. Für die Finanzierung des Neubaus Zeughausstrasse 7 wurden 2025 einzelne Titel im Wert von CHF 425'884 verkauft.

Sonstige Forderungen	2025	2024
Forderungen VST-Guthaben	12'666	54'836
Forderungen Kontokorrent Immobilien	45'886	139'578
Total	58'551	194'413

Rapport annuel 2025 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

2 Anlagevermögen

Immobilien	2025	2024
Liegenschaft K15	3'688'820	3'772'250
Liegenschaft K23/Z7	4'053'812	4'138'266
Anlagen im Neubau Z7	2'425'066	258'438
Anlagen im Umbau K15	36'738	0
Total	10'204'436	8'168'954
Wertberichtigung (ordentliche Abschreibung)	167'884	188'639
Abbruch Z7, Brandfall K15 (ao.A.)	628'889	1'016'971

Die Liegenschaft K15 wurde im Jahr 2005 und die Liegenschaft K23/Z7 im Jahr 2009 erworben. Mit dem Entscheid, das Gebäude Z7 durch einen Neubau zu ersetzen, wurde der Restbuchwert des bestehenden Gebäudes Z7 (exkl. Landanteil) im Jahresabschluss 2024 vollständig abgeschrieben. Der Abbruch startete im Januar 2025 – geplante Fertigstellung ist Juli 2026. Die Abbruch-Kosten wurden direkt im a.o. Aufwand verbucht. Die angelautenen Kosten für die Erstellung des Neubaus wurden als Anlagen im Neubau Z7 verbucht. Aufgrund eines Brandfalls in der K15 sind zusätzlich ausserordentliche Aufwände (Spezial Reinigung, Demontagen, Entsorgung) entstanden. Erste Instandstellungsarbeiten haben begonnen und wurden als Anlagen Umbau K15 gebucht.

3 Fremdkapital kurzfristig

Kurzfristiges Fremdkapital exkl. Rückstellungen	2025	2024
Passive Rechnungsabgrenzung	1'515'769	150'734 <i>KST1</i>
Kreditoren Hauptverteilung 2019 - 2024	45'992	31'189 <i>KST2</i>
Kreditoren Nachverteilung 2019 - 2023	9'088	8'575 <i>KST2</i>
Kreditoren Schlussverteilung 2019	8'316	13'478 <i>KST2</i>
Total	1'579'166	203'976

Die Passive Rechnungsabgrenzung fällt im Rechnungsjahr wesentlich höher aus, da diverse offene Verbindlichkeiten abgegrenzt werden mussten, die den Umbau der Liegenschaft Z7 betreffen.

Bei jeder Haupt- und Nachverteilung (KST2) gibt es Vergütungen, die nicht an Berechtigte ausbezahlt werden können (= Kreditoren). Dafür gibt es verschiedene Gründe wie: Konto unbekannt oder Angaben ungenügend, die Mitgliedschaft bei SWP noch nicht erfolgt ist, Rückbehalt der Gelder aus anderen Gründen etc. Sobald alle Bedingungen für eine Auszahlung erfüllt sind, werden die entsprechenden Vergütungen ausbezahlt. Diese Kreditoren werden pro Jahr einzeln geführt.

Kurzfristige Rückstellungen	2025	2024
Rückstellungen	-25'698	-22'412 <i>KST 1</i>
Rückstellungen Nachverteilungen 2019 & 2024	2'481'286	2'692'739 <i>KST 2</i>
Rückstellungen aus Auflösung Reserven Verteilung	63'800	63'183 <i>KST 3</i>
Rückstellungen	0	26'500 <i>KST 4</i>
Total	2'519'388	2'760'010

KST1 / Rückstellung für Steuern.

KST2 / In der Hauptverteilung werden jährlich Rückstellungen – gemäss Verteilreglement Swissperform – für Nachverteilungen gebildet. Die Rückstellungen aus den Verteilungen 2019 & 2024 werden im Jahr 2025 aktiviert und gelangen in die entsprechende Nach- bzw. Schlussverteilung.

KST3 / Rückstellungen aus Auflösung Reserven Verteilung dienen zur Kostendeckung der Beratungsdienstleistung für ausübende Künstler/innen.

KST4 / Rückstellung für die medienpolitische Initiative «200 Franken sind genug», wurden eingesetzt um Gegenmassnahmen zu unterstützen.

4 Fremdkapital langfristig

Langfristige Verbindlichkeiten	2025	2024
Darlehen Liegenschaft K15 (SIS)	3'800'000	3'800'000 <i>31.12.2028</i>
Darlehen Liegenschaft K23 (KST2)	1'800'000	1'800'000 <i>unbefristet</i>
Hypothek Liegenschaft K23 (UBS)	3'000'000	3'000'000 <i>17.03.2036</i>
Darlehen Liegenschaft Z7 (CAST)	2'750'000	0 <i>31.08.2030</i>
Verrechnung interne Darlehen (KST2)	-1'800'000	-1'800'000
Total	9'550'000	6'800'000
Amortisation Hypothek K23	0	0

Das Darlehen Liegenschaft K15 besteht gegenüber der Schweizerischen Interpretenstiftung SIS. Zinsbasis bildet der SARON (Swiss Average Rate Overnight) mit einer zusätzlichen Marge von 0.8%.

Das Darlehen Liegenschaft K23 besteht gegenüber der Verteilung (KST 2) und wird mit 1.5% verzinst.

Die restliche Finanzierung der Liegenschaft K23 wird über eine Festhypothek von CHF 3 Mio. gewährleistet. Das neue Darlehen Liegenschaft Z7 besteht gegenüber CAST (Charles Apothéoz-Stiftung). Während der gesamten Laufzeit ist ein fixer Zinssatz von 1.2% pro Jahr festgelegt.

Langfristige Rückstellungen	2025	2024
Rückstellung noch nicht ausbezahlte Beträge MX3	0	116'162 <i>KST 1 / *1</i>
Rückstellung Erneuerungsfonds K15	136'599	99'711 <i>KST 1 / *2</i>
Rückstellung Erneuerungsfonds K23/Z7	0	394'694 <i>KST 1 / *3</i>
Rückstellung Charta CH-Musik	0	9'613 <i>KST 1 / *4</i>
Rückstellungen Entwicklung Verteilung NBV	42'503	412 <i>KST 2 / *5</i>
Rückstellung Schlussverteilung 2020 - 2024	7'906'792	7'224'416 <i>KST 2 / *6</i>
Rückstellung Anerkennung der Rechte	2'028'410	2'080'673 <i>KST 4 / *7</i>
Total	10'114'304	9'925'680

*1 Die Rückstellung MX3 wurde aufgelöst.

*2 Die Erneuerungsfonds sind für zukünftige Sanierungen der Liegenschaften gedacht. In den Erneuerungsfonds K15 wurden wieder 1% vom Gebäudeversicherungswert einbezahlt.

*3 Die Erneuerungsfonds K23/Z7 wurden für den Neubau Zeughausstrasse 7 verwendet und aufgebraucht. Während der Bauphase wird dieser nicht weiter gespiesen – erst nach Fertigstellung des Neubaus wieder.

*4 Die Rückstellung Charta der CH-Musik wurde aufgelöst.

*5 Periodisch werden aus der Auflösung von Rückstellungen dem Konto Entwicklung Verteilung NBV Gelder zugewiesen. Dies im Hinblick auf die Weiterentwicklung der Verteilreglemente und der IT-Verteilssysteme.

*6 Bei jeder Hauptverteilung sind gem. Verteilreglement Swissperform für die entsprechenden Verteilbereiche (Phono / AV) Rückstellungen für Nachverteilungen zu bilden. Diese Rückstellungen werden einzeln geführt und bei den entsprechenden Nachverteilungen wieder aktiviert.

*7 Dies sind Rückstellungen zur Durchsetzung und Anerkennung von Rechten der Ausübenden.

Rapport annuel 2025 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

5 Bruttoertrag

Erlös	2025	2024
Eigener Geschäftsbereich	968'047	924'655 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swisperform	4'791'467	3'928'979 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swisperform	147'890	148'762 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	371'007	307'202 <i>KST 4</i>
Interne Verrechnungen (s. Verwaltungsaufwand)	-63'678	-60'271
Total	6'214'732	5'249'326

Die Erlöse setzen sich aus diversen Geschäften über die unterschiedlichen Kostenstellen zusammen. Die Auflösung der Rückstellungen wurden als a.o. Ertrag in die KST1 gebucht.

Direkter Aufwand	2025	2024
Eigener Geschäftsbereich	-652'168	-731'775 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swisperform	-4'443'405	-3'684'307 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swisperform	-8'862	-13'567 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	-120'000	-145'719 <i>KST 4</i>
Total	-5'224'435	-4'575'368

Der direkte Aufwand ist das Ausgabe-Pendant zum Erlös und beinhaltet Weiterleitungen von Gelder an Berechtigte, Zahlungen an nationale und internationale Organisationen etc.

6 Betriebsaufwand

Personalaufwand (Brutto)	2025	2024
Jahrespauschale Präsident / Vizepräsidenten	-11'080	-11'080 <i>KST 1&2</i>
Sitzungsentschädigungen Vorstand und Ausschuss	-41'063	-25'827
Sitzungsentschädigungen Verteilungsausschuss	-4'535	-5'599
Jahreslohn Geschäftsleiter (Pensum 80%)	112'560	-140'700
Übriger Personalaufwand	-718'179	-473'034
Total	-662'297	-656'240

Im Jahr 2025 wurden rund 400 Stellen-Prozent von 6 Personen abgedeckt.

Das Verhältnis zwischen tiefstem und höchstem Lohn belief sich auf rund 1 : 1.35

Für die berufliche Vorsorge besteht für das Personal der SIG ein Anschlussvertrag bei der Vorsorgestiftung CAST mit einem Vorsorgeplan auf der Basis des Beitragsprimats.

Verwaltungsaufwand	2025	2024
Eigener Geschäftsbereich	-33'562	-34'978 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swisperform	-45'815	-45'447 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swisperform	-12'757	-12'640 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	-152'515	-31'205 <i>KST 4</i>
Interne Verrechnungen (s. Erlöse)	63'678	60'271 <i>KST 1</i>
Total	-180'971	-64'000

CHF 82'600 wurden als Gegenmassnahmen zur Initiative «200 Franken sind genug» der KST4 abgebucht.

Beratungs- und Werbeaufwand	2025	2024
Finanzberatung / Revision	-18'020	-15'510
Juristische Beratung	-1'296	-35'693
Web, IT, Kommunikation	-96'584	-81'950
Projektkosten	-14'628	-25'899
Kongresse	-20'290	-17'690
Total	-150'819	-176'742

7 Finanzertrag / Finanzaufwand

Finanzertrag / Finanzaufwand	2025	2024
Wertschriftenertrag	30'500	46'765
Anpassung Wertschwankungsreserven	53'236	43'059
Nicht realisierter Ertrag aus Anpassung WS	28'950	0
Realisierter Ertrag aus Verkauf WS	39'988	24'802
Erträge aus Finanzanlagen (Festgelder)	5'688	98'619 <i>KST 2 & 4</i>
Zinsertrag Liegenschaft K23	27'000	27'000 <i>KST 2</i>
Zinsaufwand Liegenschaft K15	-34'973	-79'445
Zinsaufwand Liegenschaft K23/Z7	-114'450	-106'200
Bankspesen	-11'139	-9'025
Nicht realisierter Aufwand aus Anpassung WS	0	-206'850
Total	24'799	-161'275

Bis anhin wurde nur Aufwand/Ertrag aus Anpassung Wertschriften (WS) in der Jahresrechnung abgebildet, was der jeweiligen Veränderung des Buchwerts entsprach. Durch den Verkauf einzelner Titel wurde ein effektiver Ertrag erzielt, der unter Realisierter Ertrag aus Verkauf WS deklariert wird.

8 Sonstiger Ertrag / Sonstiger Aufwand

Sonstiger Ertrag / Sonstiger Aufwand	2025	2024
Liegenschaftenaufwand	-232'908	-240'043
Liegenschaftenertrag	544'093	631'801
Ausserordentlicher Aufwand	-628'889	-1'016'971
Ausserordentlicher Ertrag	100'683	0
Total	-217'022	-625'212

Die Liegenschaftsverwaltung inkl. Buchhaltung wird extern geführt. Der Liegenschaftenertrag wurde durch Mietzinsersparnis an Mietende K23 infolge Abbruch/Neubau Z7 verringert.

Die Gebäudeversicherung hat im Zusammenhang mit dem Brandfall an der Liegenschaft K15 eine Entschädigung von insgesamt CHF 350'000 zugesprochen. Der im ausserordentlichen Ertrag erfasste Anteil entspricht den im Rechnungsjahr angefallenen Aufwendungen im Zusammenhang mit dem Brandfall.

Die Abbrucharbeiten Z7 im Umfang von CHF 526'679 wurden vollumfänglich über den a.o. Aufwand verbucht. Ebenso wurden Notfallmassnahmen, sowie Reinigungs- und Aufräumarbeiten nach dem Brandfall K15 mit Betrag von CHF 102'210 über den a.o. Aufwand verbucht.

Übrige Angaben

Der Betrag, der zur Sicherung der Verbindlichkeiten verwendeten Aktiven beträgt CHF 7'742'632 (Buchwert Immobilien ohne Z7). Es besteht eine Verbindlichkeit (Darlehen bis 31.08.2030) gegenüber der Vorsorgeeinrichtung CAST für den Neubau Z7. Die Rechnung wurde am 28.04.2026 vom Vorstand zur Kenntnis genommen und es traten nach dem Bilanzstichtag keine Ereignisse ein, welche die Aussagefähigkeit der Rechnung wesentlich beeinträchtigen. An der GV 2026 wird die Jahresrechnung zur Abstimmung gebracht.



Bericht der Revisionsstelle
an die Generalversammlung der
Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG, Zürich

Zürich, 16. April 2026

Bericht zur Prüfung der Jahresrechnung

Prüfungsurteil

Wir haben die Jahresrechnung der **Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG** (die Gesellschaft) – bestehend aus der Bilanz zum 31. Dezember 2025, der Erfolgsrechnung, der Geldflussrechnung und dem Eigenkapitalnachweis für das dann endende Jahr sowie dem Anhang, einschliesslich einer Zusammenfassung bedeutsamer Rechnungslegungsmethoden – geprüft.

Nach unserer Beurteilung vermittelt die beigefügte Jahresrechnung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens- und Finanzlage der Gesellschaft zum 31. Dezember 2025 sowie deren Ertragslage und Cashflows für das dann endende Jahr in Übereinstimmung mit Swiss GAAP FER und entspricht dem schweizerischen Gesetz.

Grundlage für das Prüfungsurteil

Wir haben unsere Abschlussprüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Standards zur Abschlussprüfung (SA-CH) durchgeführt. Unsere Verantwortlichkeiten nach diesen Vorschriften und Standards sind im Abschnitt "Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung" unseres Berichts weitergehend beschrieben. Wir sind von der Gesellschaft unabhängig in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften und den Anforderungen des Berufsstands, und wir haben unsere sonstigen beruflichen Verhaltenspflichten in Übereinstimmung mit diesen Anforderungen erfüllt.

Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise ausreichend und geeignet sind, um als eine Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen.

Sonstige Informationen

Die Verwaltung ist für die sonstigen Informationen verantwortlich. Die sonstigen Informationen umfassen die im Geschäftsbericht enthaltenen Informationen, aber nicht die Jahresrechnung und unseren dazugehörigen Bericht.

Unser Prüfungsurteil zur Jahresrechnung erstreckt sich nicht auf die sonstigen Informationen, und wir bringen keinerlei Form von Prüfungsschlussfolgerung hierzu zum Ausdruck.

Im Zusammenhang mit unserer Abschlussprüfung haben wir die Verantwortlichkeit, die sonstigen Informationen zu lesen und dabei zu würdigen, ob die sonstigen Informationen wesentliche Unstimmigkeiten zur Jahresrechnung oder unseren bei der Abschlussprüfung erlangten Kenntnissen aufweisen oder anderweitig wesentlich falsch dargestellt erscheinen.

Falls wir auf Grundlage der von uns durchgeführten Arbeiten den Schluss ziehen, dass eine wesentliche falsche Darstellung dieser sonstigen Informationen vorliegt, sind wir verpflichtet, über diese Tatsache zu berichten. Wir haben in diesem Zusammenhang nichts zu berichten.

Verantwortlichkeiten der Verwaltung für die Jahresrechnung

Die Verwaltung ist verantwortlich für die Aufstellung einer Jahresrechnung, die in Übereinstimmung mit Swiss GAAP FER und den gesetzlichen Vorschriften ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt, und für die internen Kontrollen, die die Verwaltung als notwendig feststellt, um die Aufstellung einer Jahresrechnung zu ermöglichen, die frei von wesentlichen falschen Darstellungen aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern ist.

Bei der Aufstellung der Jahresrechnung ist die Verwaltung dafür verantwortlich, die Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit zu beurteilen, Sachverhalte im Zusammenhang mit der Fortführung der Geschäftstätigkeit – sofern zutreffend – anzugeben sowie dafür, den Rechnungslegungsgrundsatz der Fortführung der Geschäftstätigkeit anzuwenden, es sei denn, die Verwaltung beabsichtigt, entweder die Gesellschaft zu liquidieren oder Geschäftstätigkeiten einzustellen, oder hat keine realistische Alternative dazu.



Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung

Unsere Ziele sind, hinreichende Sicherheit darüber zu erlangen, ob die Jahresrechnung als Ganzes frei von wesentlichen falschen Darstellungen aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern ist, und einen Bericht abzugeben, der unser Prüfungsurteil beinhaltet. Hinreichende Sicherheit ist ein hohes Mass an Sicherheit, aber keine Garantie dafür, dass eine in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den SA-CH durchgeführte Abschlussprüfung eine wesentliche falsche Darstellung, falls eine solche vorliegt, stets aufdeckt. Falsche Darstellungen können aus dolosen Handlungen oder Irrtümern resultieren und werden als wesentlich gewürdigt, wenn von ihnen einzeln oder insgesamt vernünftigerweise erwartet werden könnte, dass sie die auf der Grundlage dieser Jahresrechnung getroffenen wirtschaftlichen Entscheidungen von Nutzern beeinflussen.

Als Teil einer Abschlussprüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den SA-CH üben wir während der gesamten Abschlussprüfung pflichtgemässes Ermessen aus und bewahren eine kritische Grundhaltung. Darüber hinaus:

- identifizieren und beurteilen wir die Risiken wesentlicher falscher Darstellungen in der Jahresrechnung aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern, planen und führen Prüfungshandlungen als Reaktion auf diese Risiken durch sowie erlangen Prüfungsnachweise, die ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen. Das Risiko, dass aus dolosen Handlungen resultierende wesentliche falsche Darstellungen nicht aufgedeckt werden, ist höher als ein aus Irrtümern resultierendes, da dolose Handlungen kollusives Zusammenwirken, Fälschungen, beabsichtigte Unvollständigkeiten, irreführende Darstellungen oder das Ausserkraftsetzen interner Kontrollen beinhalten können.
- gewinnen wir ein Verständnis von dem für die Abschlussprüfung relevanten Internen Kontrollsystem, um Prüfungshandlungen zu planen, die unter den gegebenen Umständen angemessen sind, jedoch nicht mit dem Ziel, ein Prüfungsurteil zur Wirksamkeit des Internen Kontrollsystems der Gesellschaft abzugeben.
- beurteilen wir die Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden sowie die Vertretbarkeit der dargestellten geschätzten Werte in der Rechnungslegung und damit zusammenhängenden Angaben.

- ziehen wir Schlussfolgerungen über die Angemessenheit des von der Verwaltung angewandten Rechnungslegungsgrundsatzes der Fortführung der Geschäftstätigkeit sowie auf der Grundlage der erlangten Prüfungsnachweise, ob eine wesentliche Unsicherheit im Zusammenhang mit Ereignissen oder Gegebenheiten besteht, die erhebliche Zweifel an der Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit aufwerfen können. Falls wir die Schlussfolgerung ziehen, dass eine wesentliche Unsicherheit besteht, sind wir verpflichtet, in unserem Bericht auf die dazugehörigen Angaben in der Jahresrechnung aufmerksam zu machen oder, falls diese Angaben unangemessen sind, unser Prüfungsurteil zu modifizieren. Wir ziehen unsere Schlussfolgerungen auf der Grundlage der bis zum Datum unseres Berichts erlangten Prüfungsnachweise. Zukünftige Ereignisse oder Gegebenheiten können jedoch die Abkehr der Gesellschaft von der Fortführung der Geschäftstätigkeit zur Folge haben.
- beurteilen wir Darstellung, Aufbau und Inhalt der Jahresrechnung insgesamt einschliesslich der Angaben sowie, ob die Jahresrechnung die zugrunde liegenden Geschäftsvorfälle und Ereignisse in einer Weise wiedergibt, dass eine sachgerechte Gesamtdarstellung erreicht wird.

Wir kommunizieren mit der Verwaltung bzw. dessen zuständigem Ausschuss unter anderem über den geplanten Umfang und die geplante zeitliche Einteilung der Abschlussprüfung sowie über bedeutsame Prüfungsfeststellungen, einschliesslich etwaiger bedeutsamer Mängel im Internen Kontrollsystem, die wir während unserer Abschlussprüfung identifizieren.

Bericht zu sonstigen gesetzlichen und anderen rechtlichen Anforderungen

In Übereinstimmung mit Art. 906 OR in Verbindung mit Art. 728a Abs. 1 Ziff. 3 OR und PS-CH 890 bestätigen wir, dass ein gemäss den Vorgaben der Verwaltung ausgestaltetes Internes Kontrollsystem für die Aufstellung der Jahresrechnung existiert.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

CONTROVA AG

Carsten Gerber

Felix Mülhaupt

Qualifizierte elektronische Signatur - Schweizer Recht
Carsten Gerber

Qualifizierte elektronische Signatur - Schweizer Recht
Felix Mülhaupt

zugelassener Revisionsexperte
leitender Revisor

zugelassener Revisionsexperte